



Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate

## **Le Québec s'engage à éliminer le gaz fossile des bâtiments d'ici 2040, mais doit éviter les fausses solutions**

**Montréal, Québec, le 18 novembre 2024** - La coalition Sortons le gaz est heureuse de constater que, profitant de la [COP 29](#), le gouvernement du Québec est enfin passé de la parole aux actes pour sortir le gaz d'origine fossile du secteur du bâtiment neuf et existant d'ici 2040. En fixant un horizon clair pour l'élimination des énergies fossiles dans tous nos bâtiments, le gouvernement envoie un signal fort aux marchés, à la population québécoise et à la planète entière. Toutefois, la coalition remarque que le gouvernement continue de s'embourber dans les pièges de la biénergie et du gaz de source renouvelable (GSR).

« Cette victoire significative pour l'environnement démontre à nouveau la force de la mobilisation de la société civile québécoise et l'engagement croissant des municipalités en faveur de la sortie du gaz de nos bâtiments. L'ère fossile est bel et bien derrière nous », souligne Andréanne Brazeau, analyste principale des politiques à la Fondation David Suzuki.

« L'annonce d'aujourd'hui est d'une importance capitale, marquant un engagement déterminé du gouvernement dans la décarbonation du secteur du bâtiment. Toutefois, il faudra faire preuve de vigilance pour que le recours au GSR ne devienne pas une béquille pour continuer d'alimenter le réseau en gaz fossile », note Charles-Edouard Têtu, analyste des politiques climatiques et énergétiques chez Équiterre.

Par son règlement, le gouvernement du Québec soutient l'ambition climatique des nombreuses municipalités qui, depuis deux ans, avaient déjà montré la voie à suivre et publié leurs propres règlements interdisant le gaz fossile dans les nouvelles constructions du secteur résidentiel (600 m<sup>2</sup> et moins, 3 étages et moins), commercial et institutionnel. Il vient en plus lui donner une nouvelle ampleur, en s'attaquant également aux bâtiments existants, qui composeront toujours la grande majorité du parc immobilier du Québec en 2040. Il sera crucial que le règlement provincial permette aux municipalités de mettre en place des règlements plus ambitieux si elles le désirent.



Pour renforcer la cohérence de ce tournant, le gouvernement doit appuyer sa stratégie de décarbonation sur les solutions les moins émettrices de GES et les moins coûteuses telles que les thermopompes et les accumulateurs de chaleur. Ces alternatives sont également nécessaires pour éviter l'illusion d'une solution durable par le biais du GSR, laquelle, en réalité, retarde la transition vers des sources d'énergie véritablement renouvelables.

Enfin, comme [la coalition l'a rappelé récemment](#), l'entente biénergie gaz/électricité s'annonce un échec et comporte plusieurs enjeux. « Pour arriver à éliminer 100 % du gaz fossile d'ici 2040, il ne suffit pas de l'interdire dans les nouveaux bâtiments. Le nerf de la guerre de cette transition, c'est le remplacement des systèmes au gaz en fin de vie. Ceux-ci doivent absolument être remplacés par des systèmes électriques, combinés à des programmes de gestion de la pointe et d'efficacité énergétique. Permettre leur remplacement par des systèmes utilisant du GSR, c'est vouer la population à dépendre d'une source énergétique dont les volumes seront très incertains et dont les coûts grimperont en flèche », ajoute Emmanuelle Rancourt, coordonnatrice de la coalition Sortons le gaz!

« Nous nous apprêtons enfin à unifier la sortie du gaz fossile du secteur des bâtiments neufs et existants. C'est une excellente nouvelle car c'est une solution qui va nous permettre de nous attaquer concrètement à 7 % des émissions de GES de la province. Par contre, il est clair que le gouvernement continue de se laisser guider par le mirage de la biénergie et du GSR. Or, nous n'aurons jamais la capacité de produire les volumes nécessaires de façon durable si nous nous entêtons à vouloir le gâcher dans le secteur résidentiel », rappelle Anne-Céline Guyon, analyste Climat-Énergie pour Nature Québec.

-30-

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Emmanuelle Rancourt, coordonnatrice de la coalition Sortons le gaz!

418-999-5121 | [info@sortonslegaz.com](mailto:info@sortonslegaz.com)

### **À propos de la coalition Sortons le gaz!**

La coalition Sortons le gaz! réunit des organisations environnementales, syndicales et citoyennes qui se sont données pour but de promouvoir la sobriété et l'efficacité



énergétiques dans le secteur du bâtiment tout en accélérant le passage de la totalité du parc immobilier du Québec à des sources d'énergie 100 % renouvelables. Elle s'emploie à faire connaître les vrais impacts du gaz dit « naturel » sur notre santé, notre environnement et nos finances, à promouvoir les avantages de le remplacer ainsi qu'à faire connaître les façons d'y arriver. Pour ce faire, la coalition informe la population ainsi que les acteurs et actrices de tous les paliers décisionnels.

Membres de la coalition : Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME), Écohabitation, Équiterre, Fondation David Suzuki, Environnement vert plus, Fondation Coule pas chez nous, Greenpeace, Imagine Lachine-Est, Nature Québec, Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE), Regroupement vigilance énergie Québec (RVÉQ), Sortons la Caisse du carbone, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), For Our Kids, Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville (MEAC) et Travailleuses et Travailleurs pour la justice climatique (TJC).

**Pour en apprendre davantage sur la coalition : [sortonslegaz.com](http://sortonslegaz.com)**